



MARCHES PUBLICS DE MAITRISE D'OEUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

Pouvoir adjudicateur :	ETAT – Ministère de l'éducation nationale Madame la Rectrice de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, Rectrice de l'académie de Lyon, Chancelière des universités Rectorat de l'académie de LYON 92, rue de Marseille - B.P. 7227 69354 LYON CEDEX 07
Objet du marché :	Mission de maitrise d'œuvre pour la rénovation énergétique du bâtiment Le Tremble-38610 Gières
Référence du marché :	Marché n° 2025022_DRAA_DRAI_214_PI
Suivi de l'opération	Rectorat de l'académie de Grenoble-DRAI, site Grenoble
Procédure retenue :	Marché passé sur procédure adaptée en application des articles L1111-2, L2123-1, R2123-1 1° du code de la commande publique avec avec possibilité de passer des marchés de prestations similaires en application de Des articles L 2122-1 et R2122-7 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Sous-traitance	4
1-4 Mission et décomposition du marché	4
1-5. Durée du marché	5
1-6. Modalités d'exécution de la garantie de parfait achèvement et spécification générale relatives à la mission de maîtrise d'œuvre	5
1-7. Dispositions générales	6
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
ARTICLE 3. REGLEMENTATION RGPD.....	9
ARTICLE 4. REMUNERATION – REGLEMENT DES COMPTES – PRIX.....	9
4-1. Rémunération	9
4-2. Règlement des comptes	9
4-3. Nature et variation dans les prix	11
ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	12
5-1. Coût prévisionnel des travaux	12
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	12
5-3. Seuil de tolérance	13
5-4. Coût de référence des travaux	13
5-5. Forfait définitif de rémunération	13
5-6. Consultation des entreprises, ouverture des offres et choix des entreprises	13
ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	14
6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement.....	14
6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	15
6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	15
6-4. Comparaison entre réalité et tolérance	15
6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	15
6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance	16
6-7. Clause de réexamen	16
6-8. Suivi de l'exécution des travaux	16
6-9. Ordres de service.....	16
6-10. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	17
ARTICLE 7. DUREE, DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES	18
7-1. Eléments de mission	18
7-2. Délais et pénalités.....	19
ARTICLE 8. RETENUES DE GARANTIE ET AVANCES	20
8-1 Retenue de garantie	20

8-2 Avances.....	20
ARTICLE 9. ADMISSION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION..	21
9-1. Remise des documents	21
9-2. Achèvement de la mission	21
9-3. Résiliation.....	22
ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	22
10.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	22
10.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	23
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage", et les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG maîtrise d'œuvre.

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique du bâtiment du tremble

Les précisions relatives aux travaux sont indiquées dans le programme de l'opération, notamment le montant estimatif de l'opération.

1-2. Sous-traitance

Le maître d'œuvre ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du C.C.A.G. Moe, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, est réalisée auprès du seul titulaire.

1.4 Mission et décomposition du marché

La mission confiée au maître d'œuvre est constituée des éléments de missions définis dans les articles R.2431-8 à R.2431-23 du Code de la commande publique et complétés dans l'annexe CCTP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des parties techniques.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

Eléments de mission :

- | | | |
|---------------------------------------|-----------|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> - | AVP : | les études d'avant-projet (APS – APD) (compris les autorisations administratives correspondantes) ; |
| <input checked="" type="checkbox"/> - | PRO/DCE : | les études de projet et la constitution du DCE (DPGF et planning prévisionnel inclus) ; |
| <input checked="" type="checkbox"/> - | ACT : | l'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux ; |
| <input checked="" type="checkbox"/> | VISA : | Le visa des études d'exécution faites par les entreprises |
| <input checked="" type="checkbox"/> - | DET: | la direction de l'exécution des contrats de travaux ; |

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des déchets de chantier au sens du Code de l'environnement

Mission complémentaire :

- | | | |
|---------------------------------------|-------|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> - | OPC : | l'ordonnancement, la coordination et le pilotage ; |
|---------------------------------------|-------|--|

Le marché comprend des tranches optionnelles suivantes :

Tranches	Missions
Tranche ferme	APS, APD, PRO/DCE, ACT
Tranche optionnelle 1	VISA, DET, AOR/GPA
Tranche optionnelle 2	OPC

Délais d'affermissement des tranches optionnelles :

Tranche optionnelle 1 : 24 mois à partir de la notification de l'OS de commencement d'exécution du présent marché

Tranche optionnelle 2 : 24 mois à partir de la notification de l'OS de commencement d'exécution du présent marché

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la délivrance d'un ordre de service du maître d'ouvrage notifié au maître d'œuvre. Les décisions de non-affermissement ou de report d'exécution d'une tranche optionnelle sont notifiées au maître d'œuvre par ordre de service.

Le maître d'œuvre ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit si l'exécution des tranches optionnelles n'est pas notifiée dans les délais précités ou abandonnée par le maître d'ouvrage

1-5. Durée du marché

Délai d'exécution de la tranche ferme : 5 mois

Délai d'exécution de chaque tranche optionnelle : 16 mois

La durée du marché de Maîtrise d'œuvre court à compter de la notification de l'OS de début d'exécution du présent marché jusqu'à l'achèvement de sa mission dans les conditions décrites au présent CCAP.

La durée globale d'exécution est fonction du déroulement des études et de la durée du chantier. Le point de départ de ce dernier est la date de notification de l'ordre de service de démarrage, il prend fin à la date de levée de la garantie de parfait achèvement des travaux.

1-6. Modalités d'exécution de la garantie de parfait achèvement et spécification générale relatives à la mission de maîtrise d'œuvre

Le suivi de la garantie de parfait achèvement.

L'assistance pendant la garantie de parfait achèvement est précisée sur deux aspects : les désordres signalés et la visite finale.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre effectuera des visites régulières. Il consignera ses remarques dans un compte-rendu quant aux défaillances éventuellement constatées incombant soit à la mise en œuvre, soit à l'exploitation. En cas de désordre, le maître d'œuvre proposera une solution pour assurer la continuité du fonctionnement et la sécurité des personnes et des biens, en concertation si nécessaire avec le contrôleur technique.

De plus, à chaque demande du maître d'ouvrage et / ou du contrôleur technique, le maître d'œuvre se rend sur place et examine les désordres signalés.

Il remet un rapport précisant :

- La nature exacte du désordre,
- La cause probable de ce désordre,
- Un descriptif précis des travaux à réaliser,
- Une évaluation des coûts de reprise des ouvrages,
- La ou les entreprises qui doivent être mises en cause,
- La nature de la garantie à mettre en jeu,
- Le projet de saisie de l'entreprise, de la caution ou de la compagnie d'assurance.

A l'expiration de ce délai, il remettra un rapport de synthèse identifiant si nécessaire les points de vigilance et autres difficultés rencontrées pendant cette phase ainsi que ses propositions pour aider le maître d'ouvrage à maîtriser la pérennité de l'ouvrage.

Il procède si nécessaire à la mise à jour du DOE.

Spécifications générales

Le maître d'œuvre est chargé :

- 1- Pendant la phase de préparation des travaux :
 - de regrouper les plans d'exécution établis par les entrepreneurs
 - de mettre en place l'organisation générale de l'opération
 - de planifier et coordonner temporellement les études d'exécution
 - de planifier les travaux
- 2- Pendant la période d'exécution des travaux :
 - de veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation
 - de mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par période et par élément d'ouvrages- de coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et de diffuser leurs comptes rendus
 - de veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper les retards d'apprécier l'origine des retards.
- 3- Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception :
 - d'établir la planification des opérations de réception,
 - de coordonner et piloter ces opérations,
 - de pointer l'avancement des levées de réserves

Il est rappelé que le maître d'ouvrage, le CSPS, et le contrôleur technique pourront suivre l'exécution des travaux (ils devront être invités systématiquement aux réunions de chantier) et disposeront du libre accès aux chantiers, afin de constater toute malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service et de pouvoir réaliser des visites inopinées.

1-7. Dispositions générales

1-7.1 Responsabilités et Assurances

D'une manière générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 -1 du code civil.

- Responsabilité civile de droit commun

Le maître d'œuvre et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants • dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;

- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.
- Responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le maître d'œuvre déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le maître d'œuvre justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa société d'assurances.

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

- Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs co-traitant ou/et sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels co-traitant ou /et sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.)

Le maître d'œuvre qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage1-8.2. Marchés de prestations similaires

La réalisation de prestations similaires est possible pour le présent marché dans le cadre de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique

1-7.2. Marchés de prestations similaires

La réalisation de prestations similaires est possible pour le présent marché dans le cadre de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

1-7.3. Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

1-7.4 Conditions d'exécution relatives à la composition de l'équipe du mandataire et des membres des groupements

Il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux exigences prévues dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

En sus des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, en cas de modification de son équipe, le titulaire doit en aviser le maître d'ouvrage au moins vingt jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas affectée.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Moe, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante, seul le dossier original constitué de ces pièces, et conservé par l'administration, faisant foi (dont le dossier original constitué de ces pièces, et conservé par l'administration, fait seul foi)

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- le présent CCAP,
- le programme de l'opération incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes
- l'offre financière et technique du titulaire,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-Moe) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié.

- Le règlement RGPD 2016/679

ARTICLE 3. REGLEMENTATION RGPD

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-MOE, chaque partie au contrat ainsi que l'éventuel sous-traitant ultérieur est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données sera celle du marché. Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

ARTICLE 4. REMUNERATION – REGLEMENT DES COMPTES – PRIX

4-1. Rémunération

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

4-2. Règlement des comptes

4-2.1. Modalités de transmission

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant: <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».

4-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission APS, APD, PRO-DCE

(1)	Exigibilité
70 %	A la remise de l'élément de mission par le maître d'œuvre
30 %	Après approbation de l'élément de mission par le maître d'ouvrage

Élément de mission ACT

(1)	Exigibilité
50 %	Après réception par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
50 %	A la notification des marchés de travaux

Élément de mission VISA

(1)	Exigibilité
	Au prorata de l'avancement de la mission

Élément de mission DET

(1)	Exigibilité
85 %	Sous forme de demandes de paiements mensuelles sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de : <u>85% de l'élément</u> N N étant le nombre de mois du délai d'exécution hors période de préparation de chantier.
15 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles

Élément de mission AOR

(1)	Exigibilité
40 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le maître d'œuvre.
10 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le maître d'œuvre.
20 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

4-2.3. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

4-2.4. Acompte

La demande d'acompte, établie par le maître d'œuvre, est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies au présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

4-3. Nature et variation dans les prix

4-3.1 Nature des prix

Les prix sont révisables.

Les indemnités d'attente et de dédit, les pénalités et les primes sont établies hors TVA et sont affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix selon les mêmes modalités que les prix du marché. Les autres indemnités et les retenues ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Choix de l'index de référence

L'index de référence est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

4-3.2. Modalités de révision

Il est fait application de l'article 10.1.1 du CCAG-Moe.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 du marché de maîtrise d'œuvre.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n - 6 / I_0 - 6)$$

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois.

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le maître d'œuvre. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le maître d'œuvre.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Le présent marché est soumis à la TVA. Toutefois, il est précisé que tous les montants du présent marché sont exprimés hors TVA.

4-3.3. Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du Code de la commande publique.

4-3.4 Clause butoir et de sauvegarde

Sans objet.

ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

5-1. Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux **C** est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 ETUDES) correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux **C** sur la base des études d'Avant-Projet Définitif.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle **C₀** affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est mentionnée dans l'acte d'engagement.

A chaque stade d'étude (dès l'APS), le maître d'œuvre établit une estimation du coût prévisionnel des travaux, en justifiant les évolutions par rapport à l'enveloppe financière prévisionnelle ou l'estimation produite au stade précédent d'étude, et en proposant les mesures d'économies qui lui semblent opportunes pour ramener cette estimation à l'enveloppe approuvée précédemment.

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément Avant-Projet Définitif est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, le maître de l'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au maître d'œuvre de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle citée ci-dessus.

Après approbation de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3 %.

5-3. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

5-4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations tous lots confondus.

Ce coût est le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage. Il est ramené en valeur m_0 du marché de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = \text{BT01}_{e-6} / \text{BT01}_{t-6}$$

avec : BT01_{e-6} = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois m_0 moins 6 mois, du marché de maîtrise d'œuvre ;

BT01_{t-6} = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois m_0 moins 6 mois, des offres du marché de travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

5-5. Forfait définitif de rémunération

Le forfait provisoire (F_p) de rémunération est défini dans l'acte d'engagement.

Le forfait définitif de rémunération (F_d) est fixé au stade de la validation de l'APD. Il s'agit du forfait global prévu pour l'ensemble de la mission de base du maître d'œuvre.

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 des études figurant à l'acte d'engagement.

$C < 1.03$ alors $F_d = F_p$

$C > 1.03$ alors $F_d = F_p - F_p(C - 1.03)/1.03$

La notification de la décision de réception par le maître d'ouvrage de l'élément APD vaut transformation du forfait provisoire en forfait définitif.

Par exception, si des modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage ont donné lieu à des prestations supplémentaires de maîtrise d'œuvre, le forfait définitif de rémunération peut être réévalué par avenant (selon une estimation en homme/jour).

5-6. Consultation des entreprises, ouverture des offres et choix des entreprises

Le maître d'œuvre est associé à l'examen des candidatures et des offres qui se sont manifestées à la suite de la publicité ainsi, le cas échéant, qu'à l'agrément des cotraitants et à l'acceptation des sous-traitants.

Durant la consultation, il est fait interdiction au maître d'œuvre de communiquer avec les entrepreneurs candidats, ou de répondre à leurs questions.

Le maître de l'ouvrage ouvre les offres. Après l'ouverture des plis contenant les offres, il transmet au maître d'œuvre, pour avis, un dossier complet des propositions reçues. Le maître d'œuvre ne doit fournir aux tiers aucune des informations contenues dans ce dossier et doit respecter le caractère secret des éléments des offres.

Le maître d'œuvre est chargé d'analyser les offres, notamment leur valeur technique, de noter chaque critère et de proposer l'offre à retenir pour chaque lot.

Il établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entrepreneurs, un rapport d'analyse des offres.

Ce rapport, après réception du dossier complet des offres des entreprises, doit être remis dans le délai fixé au présent CCAP au service chargé de l'opération. Le service chargé de l'opération décide des contacts éventuels à prendre avec les entreprises pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires sur la base des éléments fournis par le maître d'œuvre.

Après réponse des entreprises aux demandes de renseignements complémentaires, le maître d'œuvre remet un rapport complémentaire au service chargé de l'opération.

Le choix définitif des entrepreneurs à retenir appartient au maître de l'ouvrage, qui reste libre de suivre ou non les propositions du maître d'œuvre.

ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du premier marché par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = \text{BT01}_{1t-6} / \text{BT01}_{2t-6}$$

avec : BT01_{1t-6} = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois m_0 moins 6 mois, du premier marché de travaux ;

BT01_{2t-6} = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois m_0 moins 6 mois, du marché de travaux concerné.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Une décision du maître d'ouvrage, notifiée dans les conditions de l'article 5-5 ci-dessus, constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 3 %.

6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

6-4. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du maître d'œuvre (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du premier marché par application du coefficient de réajustement C_r tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

6-5.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 "Travaux".

Elle définit :

- le fait générateur des travaux non prévus,
- l'identification du demandeur
- la consistance des travaux non prévus avec la limite des prestations de chaque entreprise.
- le montant des modifications envisagées
- la justification des modifications envisagées.

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui. L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le maître d'œuvre estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-3.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à l'article 6-4 ci-dessus.

6-5.2. Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le maître d'œuvre, sont soumises à décision du maître d'ouvrage.

Les décisions du maître d'ouvrage relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du maître d'œuvre, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le maître d'ouvrage.

6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le maître d'œuvre supporte une réduction égale à :

$$8 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

6-7. Clause de réexamen

En cas de modifications de programme ou des prestations décidées par le maître de l'ouvrage par ordre de service, le contrat de maîtrise d'œuvre fera l'objet d'un avenant pour arrêter le programme modifié et le coût prévisionnel des travaux concernés et pour adapter en conséquence les délais d'études ou de réalisation des travaux, la rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

6-8. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de 10 jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

6-9. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le maître d'œuvre qu'après décision du maître d'ouvrage prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le maître d'œuvre transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de cinq jours à compter de la notification de l'accord du maître d'ouvrage sur la nature et le prix des travaux, pour délivrer l'ordre de service correspondant.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le montant par jour de retard, compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris dimanches et jours fériés, est fixé à 150 euros.

6-10. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6-10.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

6-10.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

B - Obligations du maître d'œuvre

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;

- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent marché.
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
 - Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) si celui-ci était requis ;
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :
 - Le maître d'œuvre, après avoir :
 - visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
 - été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) si celui-ci était requis,
 - avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

ARTICLE 7. DUREE, DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES

7-1. Eléments de mission

ÉLÉMENT DE MISSION	DELAIS
AVP	
APS	6 semaines à compter de la date de la notification de l'OS du début d'exécution de la mission
APD	6 semaines à compter de la date de notification de la validation de l'APS
PRO/DCE – ACT - VISA	Le DCE hors pièces administratives contiendra tous les plans d'EXE, les CCTP, les DPGF, plannings prévisionnels et sera produit dans un délai de 6 semaines à compter de la date de la validation de l'AVP. Le rapport d'analyse des offres sera remis dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de transmission des offres par le Moa.
DET	La transmission des décomptes mensuels à l'ordonnateur dans les 5 jours calendaires qui suivent la réception des documents.
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) dans un délai

	de 15 jour calendaire à compter de la date de réception, par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Particulières (CCP) des marchés de travaux ou de la date contractuelle d'achèvement des travaux.
Proposition de réception	Proposer la réception au maître de l'ouvrage dans un délai de 5 jours à compter de la date des OPR
DOE	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage dans un délai de 25 jours calendaires à compter de la date retenue pour les OPR.
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) dans un délai de 15 jour calendaire à compter de la saisine écrite (mail – courrier) du maître de l'ouvrage

7-2. Délais et pénalités

7-2.1. Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-Moe, il n'est pas appliqué de plafonnement pour les pénalités.

Par dérogation à l'article 16.2.4, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-Moe, les pénalités d'un montant inférieur à 1 000 € sont appliquées.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Moe, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus, le maître d'œuvre subit une pénalité par jour ouvré fixée à :

Élément mission	de	Tâche et délais	Pénalité / Jours calendaires -
APS		Remise du dossier conforme	200,00 €
APD		Remise du dossier conforme	200,00 €
PRO/DCE		Remise du dossier conforme	200,00 €
ACT		Production du rapport Analyse des offres	200,00 €
		Mise au point des dossiers de marché	200,00 €
DET		Absence à une réunion ou retard dans l'organisation des réunions	200,00 €
		Transmission des CR de réunion dans le délai maximal de 2 jours	200,00 €
		Procéder aux constatations dans le délai maximal de 2 jour	200,00 €
		Notifier les décisions du RPA dans le délai maximal de 2 jours	200,00 €
		Instruire les mémoires de réclamation dans le délai maximal de 3 jours	200,00 €
		Remise des états d'acompte mensuels dans le délai maximal de 5 jours m	200,00 €
		Vérification des devis complémentaires des entrepreneurs dans le délai maximal de 5 jours	200,00 €

Élément mission	de	Tâche et délais	Pénalité / Jours calendaires -
VISA		Retard des livrables	200,00 €
OPC		Absence au réunion ou retard dans la remise des comptes -rendus et procès-verbaux	500,00 €
AOR		Retard dans la réception	200,00 €
		Proposition de la réception au maître de l'ouvrage dans un délai de 5 jours à compter de la date des OPR	200,00 €
		Retard dans la remise du DOE	200,00 €
		Retard dans l'examen des désordres	200,00 €
Toutes phases		Retard dans l'organisation des réunions	200,00 €
Toutes phases		Remise à jour d'un dossier (DIAG, AVP, etc.) ou rapport (ACT) suite à remarques du MOA	200,00 €

S'agissant des documents à recueillir auprès des entreprises, les pénalités pourront être annulées si le maître d'œuvre prouve qu'il a épuisé l'ensemble des mesures coercitives contractuelles.

7-2.2. Autres pénalités

En complément aux articles 16.1 et 16.2 du CCAG-Moe : sont appliquées les pénalités suivantes :

-Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € par demande présentée.

-En cas de retard dans la remise des documents à fournir au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, il pourra être appliqué une pénalité de 250 euros par jour calendaire de retard constaté par le coordonnateur.

- En cas d'exécution non conforme au CCTP et au mémoire technique : en cas de non-respect de la commande (spécifications techniques, qualité, conditions d'exécution liées au développement durable) : réfaction de 10% du montant HT de la prestation concernée

ARTICLE 8. RETENUES DE GARANTIE ET AVANCES

8-1 Retenue de garantie

Les prestations ne font pas l'objet d'une retenue de garantie.

8-2 Avances

Sans objet.

ARTICLE 9. ADMISSION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION

9-1. Remise des documents

9-1.1. Exemplaires remis au maître d'ouvrage

Les documents présentés par le maître d'œuvre sont remis au pouvoir adjudicateur sous format dématérialisé.

9-1.2. Délais d'admission des documents de la maîtrise d'œuvre

Chaque dossier d'études (DIAG, APS, APD, PRO/DCE) fait l'objet d'une décision expresse par le pouvoir adjudicateur : réception, ajournement, réception avec réfaction, rejet. Le pouvoir adjudicateur se prononce dans le délai de deux mois mentionné au dernier alinéa de l'article 20 du CCAG-Moe. Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception du dossier d'études.

A défaut de décision expresse à l'expiration du délai, la prestation est considérée comme reçue. En aucun cas, l'approbation tacite d'un élément de mission ne vaut ordre de commencer l'élément de mission suivant.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'œuvre modifie sa prestation dans les 15 jours. Un nouveau délai de deux mois est ouvert au maître d'ouvrage pour se prononcer sur la prestation remise.

Le cas échéant, à défaut d'obtention de l'autorisation d'urbanisme, le maître d'œuvre devra reprendre le dossier d'études « APD ».

Les documents formant les dossiers d'études ainsi que le dossier des ouvrages exécutés doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

9-1.3. Remise de documents par les entreprises

En complément de l'article 40.1 du CCAG Travaux, chaque entreprise devra remettre au maître d'œuvre :

- les plans conformes aux ouvrages exécutés et les plans de récolement au fur et à mesure de la réalisation des travaux ;
- les notices techniques, de fonctionnement et d'entretien au moment du choix sur échantillons ou prototypes.

La remise des documents fera l'objet d'une planification contractualisée dans les marchés de travaux.

Le maître d'œuvre devra, au cours du chantier, vérifier la conformité des documents remis par les entreprises en tenant compte notamment des modifications éventuelles apportées aux plans et aux CCTP.

9-2. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le maître d'ouvrage décide que les obligations contractuelles du maître d'œuvre sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage, sur demande du maître d'œuvre.

9-3. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

9-3.1. Résiliation à la fin de chaque élément de mission

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'arrêter l'exécution des prestations à l'issu de chaque élément de mission considéré comme une phase technique sans que cette décision ouvre droit à indemnité. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché

9-3.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

9-3.3. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particulier.

En complément à l'article 30 du CCAG-Moe le marché pourra aussi être résilié dans le cas où l'autorisation d'urbanisme ou de travaux est refusée à l'issue des études d'avant projet ou dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, absence de transmission des attestations d'assurance professionnelle et civile attestations d'assurance ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du présent CCAP et des textes en vigueur, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

10.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- opération de restructuration du titulaire,

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

10.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG-Moe auxquels il est dérogé
1.2	3.6.2
1.7.1	9.1.3
1.7.3	24
1-8.2	9.1.3
1.8.3	24
2	4.1
7.2.1	16.2.1, 16.2.2, 16.2.3, 16.2.4
7-2.2	12.2.2
9.3.1	31